

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2024)
Heft: 3

Artikel: Développer rapidement la capacité de défense
Autor: Gerber, Christophe
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1055429>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

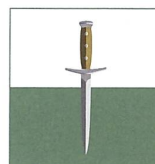
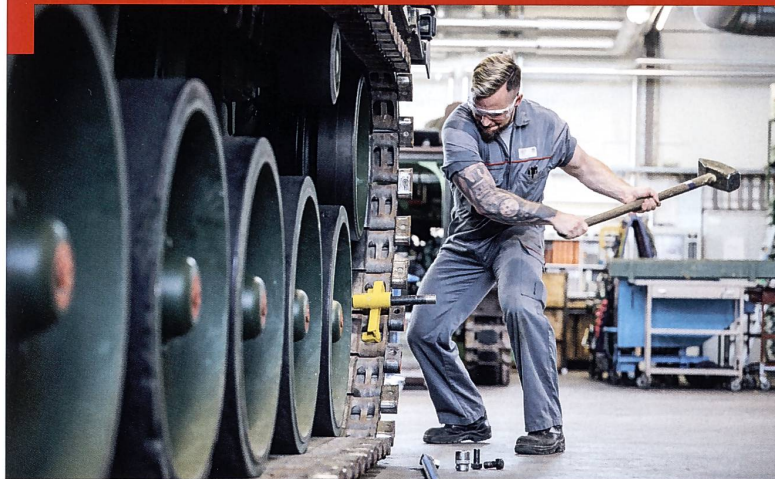
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Société Vaudoise des Officiers

« You go to war with the army you have, not the army you might want or wish to have at a later time. »
Donald Rumsfeld, Secrétaire à la Défense des Etats-Unis de janvier 2001 à décembre 2006.

Politique de sécurité

Développer rapidement la capacité de défense

Col EMG Christophe Gerber

Président, Société vaudoise des officiers (SVO)

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, les questions relatives à la politique de sécurité ont regagné en intérêt. La période des dividendes de la paix est terminée. La facture s'annonce d'autant plus salée que nous avons démantelé ces trente dernières années les institutions, les moyens de production et le savoir-faire nécessaire à assurer notre sécurité. Malheureusement, le débat s'axe surtout sur la question du financement de l'acquisition de systèmes afin de remplacer le matériel vieillissant de notre Armée.

Or, la capacité à durer en cas de conflit de haute intensité ne saurait se résumer au nombre de chars, d'obusiers blindés et de chars de grenadiers qu'un belligérant est en mesure d'aligner. Certes, ces systèmes complexes caractérisés par un coût unitaire important et un temps d'acquisition long doivent être commandés en priorité. Néanmoins, de telles acquisitions doivent s'inscrire dans un contexte plus large dans lequel la Suisse et son industrie doivent se réancrer. Sans munitions, carburant, pièces de rechange et ateliers, le tout protégé, il est illusoire de penser pouvoir tenir. Il s'agit donc ici d'élaborer quelques réflexions permettant de concilier défense efficace du pays et un financement limité, ou comme le diraient les anglo-saxons : *How to get the most bang for your buck?*

Industrie lourde et / ou technologies de pointe ?

Il est peu probable que nous soyons en mesure de recouvrir les capacités industrielles que nous possédions durant la guerre froide (coûts prohibitifs et main d'œuvre qualifiée manquante). Les capacités restantes doivent donc être conservées. Or même si le montant nécessaire pour la modernisation du premier tiers des Forces terrestres peut paraître important, il ne suffira pas à maintenir l'industrie d'armement suisse. Les volumes de commande de l'Armée suisse sont trop faibles. Dans un contexte où les exportations de matériel de guerre suisses sont en baisse, il est important de trouver de nouveaux débouchés pour notre industrie afin de permettre le maintien et pourquoi pas l'extension des chaînes de production existantes.

L'augmentation du budget de l'Armée à 1% du PIB d'ici à 2030 ou 2035 ne change pas le fait que seul un tiers de l'Armée sera modernisé à l'horizon 2035 / 2040. La modernisation du reste des systèmes est repoussée à l'horizon 2050, soit aux calendes grecques... La citation de D. Rumsfeld prend alors ici tout son sens. Que faire maintenant pour obtenir le plus d'efficacité au but alors que les systèmes principaux feront défaut ? La Suisse peut miser sur ses industries de pointe. Parallèlement au renouvellement des systèmes, le développement de drones et de munitions rodeuses doit être lancé en Suisse, des chaînes de production mises en place et des pièces détachées stockées pour le cas de conflit armé. A défaut d'obus d'artillerie et de systèmes lourds, l'Ukraine semble avec cette solution avoir trouvé un *ersatz* plutôt convainquant à défaut de mieux.

Infrastructure de combat : Revenir en arrière sur certaines décisions ?

L'abandon des ouvrages piégés et des positions de barrages dans les infrastructures de transport du pays semblait censé lorsque la décision a été prise après la Chute du mur de Berlin. Or près de dix ans après la mise hors service de ce dispositif en Suisse, les positions de défense statique font leur retour en Ukraine. Comparaison n'est pas raison, mais il serait peut-être bénéfique de s'interroger sur la pertinence de réintroduire de tels ouvrages sur les axes clés de notre pays (réseau des routes nationales et voies ferrées). Les nombreux projets de maintenance et d'extension du réseau ferroviaire et autoroutier sont l'opportunité de le faire. Le financement de ces mesures pourrait par exemple se faire indirectement par le biais des fonds d'infrastructures ferroviaires et routières. L'infrastructure de combat avait été abandonnée pour des questions de coûts et car des systèmes mobiles permettaient de remplir cette tâche. Or au vu du manque de munitions et des difficultés d'approvisionnement, ne serait-il pas plus intelligent de conserver la munition pour des buts militaires ?

SEPOS: Des mesures de coordination claires entre l'ensemble des partenaires

La mentalité de travail en silo des différents acteurs de la sécurité (Armée, PCI, feux bleus et hôpitaux) doit enfin cesser. Des exercices conjoints de grande ampleur entraînant la coordination de ces différents acteurs doivent à nouveau être organisés. Selon l'adage « qui peut le plus, peut le moins », le scénario d'une attaque terrestre de grande ampleur doit être retenu. Ces manœuvres pourraient avoir lieu tous les cinq ans et impliquer au minimum une brigade mécanisée ainsi que les partenaires civils. Le SEPOS serait chargé d'élaborer conjointement avec le Commandement de l'Armée les standards de coordination et assurer l'implication des partenaires civils.

Orientation sur la capacité de production de moyens conventionnels et de drones, remise en place d'une infrastructure de combat et coordination des acteurs peuvent permettre à la Suisse d'augmenter significativement dans des délais raisonnables et à prix modéré sa capacité à répondre à une menace existentielle. C'est une question politique : voulons-nous utiliser mieux nos capacités pour assurer la défense du pays ou continuer à vivre dans une chimère ?

C. B.